

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS

WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

MINISTÈRE DES AFFAIRES ECONOMIQUES

F. 1999 — 3646

[C — 99/11370]

11 OCTOBRE 1999. — Arrêté ministériel concernant la qualification professionnelle des conseillers à la sécurité pour le transport de marchandises dangereuses de la classe 1

Le Ministre de l'Economie,

Vu la loi du 28 mai 1956 relative aux substances et mélanges explosibles ou susceptibles de déflagrer et aux engins qui en sont chargés;

Vu l'arrêté royal du 1^{er} juillet 1999 concernant la désignation ainsi que la qualification professionnelle de conseillers à la sécurité pour le transport par route, par rail ou par voie navigable de marchandises dangereuses, notamment les articles 9, 10, 11, 15 et 16;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant que, à la fois pour la protection contre les dangers liés au transport de marchandises dangereuses et pour l'exécution des obligations découlant de l'arrêté royal du 1^{er} juillet 1999 précité, il importe que les entreprises concernées disposent au plus tard le 31 décembre 1999 d'un ou de plusieurs conseillers à la sécurité,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1° « l'arrêté royal » : "l'arrêté royal du 1^{er} juillet 1999 concernant la désignation ainsi que la qualification professionnelle de conseillers à la sécurité pour le transport par route, par rail ou par voie navigable de marchandises dangereuses";

2° « l'examen » : "l'examen visé à l'article 7 de l'arrêté royal".

Art. 2. Le présent arrêté est applicable aux marchandises dangereuses qui appartiennent à la classe 1 de l'Accord européen du 30 septembre 1957 relatif au transport international des marchandises dangereuses par route (A.D.R.).

Art. 3. § 1^{er}. Peuvent être agréés pour dispenser la formation visée à l'article 7 de l'arrêté royal, les centres de formation constitués par les pouvoirs publics ou les institutions qui en dépendent, les institutions d'enseignement établies ou agréées par les Communautés, les organismes privés constitués en association sans but lucratif et les organisations professionnelles reconnues.

§ 2. Les conditions d'agrément sont les suivantes :

1° disposer de l'infrastructure adéquate, telle que locaux, sièges et tables ou pupitres suffisants pour le nombre de participants aux cours et cela pour des groupes d'au moins 10 personnes;

2° disposer d'instructeurs qui ont les connaissances nécessaires de la matière à enseigner;

3° disposer d'un plan de formation.

Art. 4. § 1^{er}. La demande d'agrément des services ou organismes qui dispensent les cours de formation de conseiller à la sécurité est introduite par écrit auprès du chef du Service des Explosifs.

§ 2. Cette demande contient les données suivantes :

1° la dénomination, le statut et l'adresse du service ou de l'organisme;

2° la ou les parties du cours de formation, prévues à l'article 9, alinéa 2, de l'arrêté royal, qui seront dispensées ainsi que la durée qui est attribuée à chacune d'entre elles;

3° la langue ou les langues dans laquelle ou lesquelles les cours seront dispensés;

4° une description détaillée des connaissances et de l'expérience dont disposent le service ou l'organisme et les instructeurs;

5° une description de la méthode pédagogique qui sera employée;

MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN

N. 1999 — 3646

[C — 99/11370]

11 OKTOBER 1999. — Ministerieel besluit betreffende de beroepsbekwaamheid van de veiligheidsadviseurs voor het vervoer van gevaarlijke goederen van de klasse 1

De Minister van Economie,

Gelet op de wet van 28 mei 1956 betreffende ontplofbare en voor deflagratię vatbare stoffen en mengsels en de daarmede geladen tuigen;

Gelet op het koninklijk besluit van 1 juli 1999 betreffende de aanwijzing en de beroepsbekwaamheid van veiligheidsadviseurs voor het vervoer van gevaarlijke goederen over de weg, per spoor of over de binnenvateren inzonderheid op de artikelen 9, 10, 11, 15 en 16;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen bij de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het, zowel voor de bescherming tegen de gevaren verbonden aan het vervoer van gevaarlijke goederen als voor de uitvoering van de verplichtingen voortvloeiende uit het vooroemd koninklijk besluit van 1 juli 1999, noodzakelijk is dat de betrokken bedrijven ten laatste op 31 december 1999 over één of meerdere veiligheidsadviseurs beschikken,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° « het koninklijk besluit » : "het koninklijk besluit van 1 juli 1999 betreffende de aanwijzing en de beroepsbekwaamheid van veiligheidsadviseurs voor het vervoer van gevaarlijke goederen over de weg, per spoor of over de binnenvateren";

2° « het examen » : "het examen bedoeld in artikel 7 van het koninklijk besluit".

Art. 2. Dit besluit is van toepassing op de gevaarlijke goederen die behoren tot de klasse 1 van het Europese Verdrag van 30 september 1957 betreffende het internationaal vervoer van gevaarlijke goederen over de weg (A.D.R.).

Art. 3. § 1. De scholingscentra opgericht door de openbare macht of de instellingen die ervan afhangen, de onderwijsinstellingen opgericht of erkend door de Gemeenschappen, de private instellingen opgericht als vereniging zonder winstgevend doel en de erkende beroepsverenigingen kunnen erkend worden om de in artikel 7 van het koninklijk besluit bedoelde scholing te verstrekken.

§ 2. De voorwaarden tot erkenning zijn de volgende :

1° beschikken over de geschikte infrastructuur, zoals voldoende lokalen, stoelen en tafels of lessenaars voor alle deelnemers aan de cursus, en dit voor groepen van ten minste 10 personen;

2° beschikken over lesgevers die de nodige kennis hebben inzake de te onderwijzen leerstof;

3° beschikken over een scholingsprogramma.

Art. 4. § 1. De aanvraag tot erkenning van de diensten of instellingen die de scholing van veiligheidsadviseur verstrekken wordt schriftelijk ingediend bij het hoofd van de Dienst der Springstoffen.

§ 2. Deze aanvraag bevat de volgende gegevens :

1° de benaming, het statuut en het adres van de dienst of de instelling;

2° het of de in artikel 9, tweede lid, van het koninklijk besluit omschreven gedeelte(n) van de scholingscursus die gegeven zullen worden, evenals de tijdsduur die voor elk ervan wordt uitgetrokken;

3° de taal of talen waarin de scholingscursussen verstrekken zullen worden;

4° een gedetailleerde beschrijving van de kennis en de ervaring waarover de dienst of de instelling en de lesgevers beschikken;

5° een beschrijving van de pedagogische aanpak die toegepast zal worden;

6° l'engagement de calculer le montant du droit d'inscription qu'ils demandent aux participants de telle sorte que ce montant couvre seulement les frais, et à produire, à tout moment, sur simple demande du chef du Service des Explosifs, les éléments de ce calcul;

7° l'engagement d'accepter l'inscription des candidats à chacun des cours de formation à concurrence du nombre de places disponibles, excepté pour les centres de formation constitués par un pouvoir public et réservés à son personnel;

8° le nombre maximum de candidats qui peuvent être acceptés par cycle, sans que ce nombre ne puisse excéder 30 personnes;

9° le montant du droit d'inscription qui est demandé aux participants.

§ 3. Le service ou l'organisme avertit immédiatement le chef du Service des Explosifs de toute modification des données relatives à l'agrément.

Art. 5. Les services ou organismes agréés dispensent les cours de formation sur le territoire belge.

Ils tiennent un registre annuel dans lequel sont mentionnées par numéro d'ordre : l'identité des candidats inscrits, la date de l'inscription, les dates des leçons données avec mention de la présence ou de l'absence des candidats. Une colonne est réservée aux observations éventuelles.

Ces données peuvent aussi être stockées sur des supports destinés à des traitements informatisés. Ces données doivent être conservées pendant six ans.

Ils délivrent une attestation conforme au modèle figurant à l'annexe aux candidats qui ont assisté à au moins 80 % d'une ou plusieurs parties du cours de formation.

L'attestation spécifie la formation suivie par le candidat, à savoir la classe de marchandises dangereuses concernées (classe 1) et la ou les catégorie(s) du cours de formation dont il est question à l'article 9, alinéa 2, de l'arrêté royal. Copie de cette attestation doit également être conservée pendant six ans.

Art. 6. § 1^{er}. Le ministre retire l'agrément si le service ou l'organisme :

1° ne satisfait plus aux exigences prévues à l'article 3;

2° ne respecte pas les engagements pris visés à l'article 4;

3° ne remplit pas correctement les obligations imposées par l'arrêté royal ou le présent arrêté.

Le responsable du service ou de l'organisme est entendu au préalable.

§ 2. Le retrait est notifié au service ou à l'organisme par lettre recommandée à la poste.

Art. 7. La commission d'examen visée à l'article 11 de l'arrêté royal est composée :

1° d'un président, Conseiller général à l'Administration de la Qualité et de la Sécurité, division Sécurité;

2° d'un vice-président, chef du Service des explosifs;

3° de quatre agents du Service des explosifs, désignés par le chef du Service des explosifs.

La commission d'examen délibère valablement si la moitié au moins des membres sont présents.

La séance est présidée par le président ou à défaut par le vice-président.

Les décisions de la commission d'examen sont prises à la majorité des voix. En cas de partage des voix, celle du président de séance est prépondérante.

Art. 8. Un candidat peut seulement passer les parties de l'examen correspondant à la formation spécifiée par l'attestation visée à l'article 5, alinéa 4.

Art. 9. § 1^{er}. Les duplicata de certificats de formation sont délivrés par la commission d'examen sous la signature d'un membre désigné à cet effet par son président.

§ 2. La demande d'un duplicata est introduite auprès du chef du Service des explosifs.

Art. 10. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 11 octobre 1999.

R. DEMOTTE

6° de verbintenis om het bedrag van het inschrijvingsrecht dat zij aan de deelnemers vragen zodanig te berekenen dat het slechts de kosten dekt, en om, op ieder ogenblik, op eenvoudig verzoek van het hoofd van de Dienst der Springstoffen de elementen van die berekening over te leggen;

7° de verbintenis om de inschrijving van kandidaten op elk van de scholingscursussen te aanvaarden tot beloop van het aantal beschikbare plaatsen, behalve voor de scholingscentra opgericht door de openbare machten en voorbehouden voor hun personeel;

8° het maximum aantal kandidaten dat per cyclus kan aanvaard worden, zonder dat dit aantal meer dan 30 personen mag bedragen;

9° het bedrag van het inschrijvingsrecht dat aan de deelnemers gevraagd wordt.

§ 3. De dienst of de instelling brengt het hoofd van de Dienst der Springstoffen onmiddellijk op de hoogte van elke wijziging van de gegevens betreffende de erkenning.

Art. 5. De erkende diensten of instellingen verstrekken de scholingscursussen in België.

Zij houden een jaarregister bij waarin per volgnummer vermeld worden : de identiteit van de ingeschreven kandidaten, de inschrijvingsdatum, de data van de lessen met vermelding van de aanwezigheid of de afwezigheid van de kandidaten. Een kolom is voorzien voor eventuele opmerkingen.

Deze gegevens mogen ook op dragers voor informatieverwerking opgeslagen worden. Deze gegevens moeten gedurende zes jaar bewaard worden.

Zij geven aan de kandidaten die aan ten minste 80 % van één of meerdere van de omschreven gedeelte(n) van de scholingscursus deelgenomen hebben een attest, conform het model opgenomen als bijlage.

Het attest vermeldt de scholing gevuld door de kandidaat, namelijk de betrokken categorie van de gevaarlijke goederen (klasse 1) en het of de gedeelte(n) van de scholingscursus waarvan sprake in artikel 9, tweede lid, van het koninklijk besluit. Kopie van dit attest moet ook gedurende zes jaar bewaard worden.

Art. 6. § 1. De minister trekt de erkenning in als de dienst of instelling :

1° niet meer voldoet aan de in artikel 3 bedoelde vereisten;

2° de in artikel 4 aangegeven verbintenissen niet naleeft;

3° de verplichtingen opgelegd bij het koninklijk besluit of bij onderhavig besluit niet correct vervult.

De verantwoordelijke van de dienst of de instelling wordt vooraf gehoord.

§ 2. De intrekking wordt bij per post aangetekend schrijven aan de dienst of de instelling betekend.

Art. 7. De examencommissie bedoeld in artikel 11 van het koninklijk besluit bestaat uit :

1° een voorzitter, Adviseur-generaal van het Bestuur Kwaliteit en Veiligheid, afdeling Veiligheid;

2° een ondervoorzitter, hoofd van de Dienst der Springstoffen;

3° vier ambtenaren van de Dienst der Springstoffen, aangeduid door het hoofd van de Dienst der Springstoffen.

De examencommissie beraadslaagt op geldige wijze als ten minste de helft van de leden aanwezig is.

De vergadering wordt voorgezet door de voorzitter of bij diens afwezigheid door de ondervoorzitter.

De beslissingen van de examencommissie worden genomen bij meerderheid van stemmen. Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter van de vergadering doorslaggevend.

Art. 8. Een kandidaat mag slechts de delen van het examen afleggen die overeenstemmen met de scholing vermeld in het attest bedoeld in artikel 5, vierde lid.

Art. 9. § 1. De duplicaten van scholingscertificaten worden afgegeven door de examencommissie, onder de handtekening van een daartoe door de voorzitter aangeduid lid.

§ 2. De aanvraag voor een duplicaat wordt ingediend bij het hoofd van de Dienst der Springstoffen.

Art. 10. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Brussel, 11 oktober 1999.

R. DEMOTTE

Annexe

(Nom et coordonnées du service ou de l'organisme agréé)

Attestation de fréquentation au cours de formation de conseiller à la sécurité

La personne suivante :

Nom : Prénom(s) :

Date et lieu de naissance :

Nationalité :

A suivi les parties du cours mentionnées ci-dessous (1) :

- la partie commune aux 3 modes de transport des marchandises de la classe 1
- la partie spécifique au transport routier des marchandises de la classe 1
- la partie spécifique au transport par rail des marchandises de la classe 1
- la partie spécifique au transport par voie navigable des marchandises de la classe 1

Nom du ou des instructeur(s) :

Lieu et date des cours :

Lieu et date :

Signature :

(1) Biffer ce qui ne convient pas.

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 11 octobre 1999 concernant la qualification professionnelle des conseillers à la sécurité pour le transport de marchandises dangereuses de la classe I.

Le Ministre de l'Economie,
R. DEMOTTE

Bijlage

(Naam en personalia van de erkende dienst of instelling)

Attest van deelname aan de scholingscursus voor veiligheidsadviseur

Volgende persoon :

Naam : Voorna(m)en :

Geboortedatum en -plaats :

Nationaliteit :

Heeft aan de hieronder aangegeven gedeelten van de cursus deelgenomen (1) :

- gemeenschappelijk gedeelte voor de 3 vervoerswijzen van goederen van klasse 1
- specifiek gedeelte voor het vervoer over de weg van goederen van klasse 1
- specifiek gedeelte voor het vervoer per spoor van goederen van klasse 1
- specifiek gedeelte voor het vervoer over de binnenwateren van goederen van klasse 1

Naam van de lesgever(s) :

Plaats en data van de lessen :

Plaats en datum :

Handtekening :

(1) Schrappen wat niet past.

Gezien om gevoegd te worden bij het ministerieel besluit van 11 oktober 1999 betreffende de beroepsbekwaamheid van de veiligheidsadviseurs voor het vervoer van gevaarlijke goederen van de klasse 1.

De Minister van Economie,
R. DEMOTTE